

Rue de la Banque: mettons fin à une situation indigne de notre pays

Avant toute chose, je tiens à préciser que j'interviens en mon nom personnel, sous aucune influence. Cela fait vingt ans que je travaille avec la Voix de l'enfant et je n'ai jamais, dans les combats que j'ai menés, été récupérée par quiconque. Je suis ici aujourd'hui, avec le DAL, pour soutenir les parents et enfants mal logés de la rue de la Banque.

Je tiens à rappeler que ces familles ne sont pas des privilégiés, ce sont des familles françaises ou en situation régulière qui sont entassées dans des chambres d'hôtels misérables et dangereuses. Souvenons-nous des drames de l'été 2005 et des incendies meurtriers dans ces hôtels insalubres et, il y a quelques jours encore, dans un immeuble vétuste du passage Brady. Une chambre d'hôtel coûte au moins 1 000 euros par mois c'est-à-dire plus cher qu'un logement décent. On marche sur la tête !

Je tiens à rappeler également que ces mal-logés sont des travailleurs pauvres, qui, comme le dit le président de la République, se lèvent tôt pour aller travailler et ne veulent pas être assistés. Ils sont dignes et veulent pouvoir payer le loyer d'un logement décent.

Dans quelle République sommes-nous ?

Une République dans laquelle le premier ministre et la ministre du Logement refusent de discuter avec des familles de travailleurs qui demandent seulement à faire valoir leurs droits et à trouver des solutions pour en finir avec les marchands de sommeil financés

Par
Carole Bouquet*



« Ne pas être dans la difficulté ne m'empêche pas d'être solidaire. Je refuse autant la société du "profite et tais-toi" que celle du "sois pauvre et tais-toi" »

par l'argent public et donc par nous tous, les contribuables. C'est une gabegie. L'hébergement dans un hôtel, qu'il soit aux normes ou pas, ne peut être qu'une solution d'urgence et non pérenne.

Il existe des solutions : même à Londres, dans le pays du libéralisme économique, on a mis fin à une situation très comparable en mobilisant tous les acteurs et en utilisant intelligemment l'argent public.

Une République dans laquelle il y a deux poids, deux mesures : quand certaines catégories de la population souffrent, comme les marins pêcheurs, le président de la République se déplace en personne pour apporter des solutions.

Mais quand des familles de travailleurs, dans la très grande difficulté, demandent ici le soutien des pouvoirs publics, c'est une fin de non-recevoir. Un mur de silence, d'indifférence et de mépris leur est opposé.

J'interroge solennellement le président de la République, le premier ministre et Madame Christine Boutin : pourquoi une telle différence de traitement ? Je n'ose pas en imaginer les raisons, dans ce pays qui se dit celui de l'égalité entre tous les citoyens, quelles que soient leurs origines et la couleur de leur peau.

Nous ne voulons pas la confrontation. Les familles et les associations ne demandent qu'à se mettre autour d'une table pour trouver des solutions d'intérêt commun.

La situation des mal-logés est non seulement inhumaine, mais absurde et indigne de notre pays. Il n'y a pas besoin d'être un spécialiste du logement et des finances publiques pour le comprendre. Le contraire reviendrait à dire qu'un médecin qui n'a pas été malade ne pourrait pas soigner, que la gynécologie obstétrique ne pourrait pas être un métier d'homme, qu'un avocat qui n'a jamais été condamné ne pourrait pas plaider.

Ne pas être dans la difficulté ne m'empêche pas d'être solidaire et d'avoir envie d'agir pour les autres. Je refuse autant la société du « profite et tais-toi » que celle du « sois pauvre et tais-toi ».

*Porte-parole de la Voix de l'enfant (VDE).